

Policiers en colère: "Le renouvellement de l'état d'urgence, c'est de la poudre de perlimpinpin!"

La France est en état d'urgence depuis plus de deux ans et devrait le rester jusqu'au 1er novembre. Les policiers racontent ce que cela a changé et soulignent les sous-effectifs, les commissariats en ruine, l'impossibilité de prendre des congés...



Des policiers sur les Champs-Élysées, le 19 juin 2017 | ALAIN JOCARD / AFP

Vingt mois après sa première mise en place, l'Assemblée Nationale a voté ce jeudi 6 juillet la prolongation de l'état d'urgence. La sixième et dernière, promet le gouvernement d'Edouard Philippe. Mais de l'aveu des policiers, ce régime d'exception est "de la poudre aux yeux" qui sert surtout à rassurer les citoyens à moindre coût. Car sur le terrain, les problèmes de fond demeurent: sous-effectif chronique, matériel obsolète, parc automobile et locaux vétustes... Certains commissaires osent même des dispositifs assez grossiers pour "cacher la misère" lorsque le ministre de l'Intérieur ou le Premier Ministre viennent leur rendre visite.

À l'annonce de la prolongation de l'état d'urgence ce jeudi, aucun des fonctionnaires contacté n'a sauté de joie.

"L'état d'urgence, ce n'est pas ça qui change vraiment notre quotidien... À part quelques éléments qu'on souhaiterait pouvoir conserver, comme les fouilles de véhicules ou le port d'arme en dehors du service... Les perquisitions administratives aussi, c'était pratique au début. On a réussi à trouver pas mal de choses dans les premiers mois parce que les mecs étaient pris au dépourvu: mais maintenant ils savent, ils cachent leurs affaires ailleurs, donc ça ne marche plus" regrette Lucie¹, 30 ans, qui exerce dans le Val d'Oise. "Bref, pour moi l'état d'urgence c'est de la poudre aux yeux!"

Même expression –ou presque– chez un collègue des Yvelines:

"C'est de la poudre de perlimpinpin, comme dirait notre Président. Ça rassure la population, ça permet de pouvoir dire: regardez, on donne aux policiers les moyens d'agir. Mais en fait, non, on n'a déjà pas les moyens de faire notre travail de base correctement... Alors encore moins de la lutte anti-terroriste!"

¹ les noms ont été changés

► lire : **Avec Macron, la suite de la "comédie sécuritaire"**

Le 3 mai dernier, lors du débat d'entre deux tours qui l'opposait à Marine Le Pen, le candidat **Emmanuel Macron avait pourtant affirmé**:

"Le terrorisme et la menace terroriste, c'est la priorité des prochaines années. Je veux être Président de la République française et je veux être chef des armées, donc ce sera ma priorité. Cela suppose de renforcer les moyens de police (...)"

Sur le terrain, on attend de voir avec une once de scepticisme non dissimulé. D'abord parce que les cinq états d'urgence précédents n'ont pas été les "révolutions" attendues en termes de renforcement d'effectifs ou de matériel. Ensuite parce que le **projet de loi anti-terroriste présenté mi-juin** en Conseil des Ministres, qui prépare la sortie de l'état d'urgence pour le mois de novembre prochain,

"ne règlera pas plus le problème de fond si de l'argent n'est pas débloqué et des effectifs recrutés".

"C'était plus dangereux qu'une autre chose de faire la plante-verte"

"J'ai passé plusieurs mois immobile, à garder la porte d'un ambassadeur", décrit Etienne, agent à la Direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) de Paris. "Si une personne se faisait agresser à 10 mètres sur le trottoir d'en face, en théorie je ne devais pas bouger. C'était les ordres. C'est pour ça qu'on nous appelle les plantes-vertes."

Il faut dire qu'avec un gilet d'une vingtaine de kilos sur le dos, la position debout et statique devient vite un supplice. Pire, elle est inefficace, voire dangereuse, pour la grande majorité des policiers qui sont passés par là.

"On est des cibles vivantes plus qu'une autre chose. On nous voit de loin et c'est très facile de s'en prendre à nous. Peut-être que ça rassure les gens, je comprends, mais pour nous c'est super angoissant, on se sent très vulnérable..."

Un collègue affecté à la surveillance de la terrasse panoramique de l'Arc de Triomphe pendant plusieurs semaines confirme:

"On était deux là-haut. Mais quand il y a du monde, tu ne peux rien faire, tu ne vois rien... Un jour, quelqu'un m'a tapé sur l'épaule par derrière, je me suis retourné vers la droite mais il était à gauche. Il voulait juste me dire "Merci pour ce que vous faites", c'était sympa... Mais s'il avait eu un couteau, il aurait eu trois fois le temps de l'utiliser..."

Après **les premiers attentats de janvier 2015 qui ont frappé Paris**, un important contingent de police —renforcé par des effectifs de gendarmerie civile et de militaires— a été déployé un peu partout en France pour surveiller les lieux de cultes, les écoles, les grandes manifestations culturelles ou sociales etc. Mais ces "plantes-vertes" sont vite devenues le symbole d'un état d'urgence qui fait davantage dans la "représentation" que dans l'action de fond. Par ailleurs, bien des agents se sont

plaintes d'être affecté à ces missions sans être remplacés au commissariat, laissant leurs collègues en sous-effectif aigu. Après les manifestations –interdites– d'octobre et novembre 2016 (ayant fait suite à l'attaque aux cocktails molotovs de quatre agents à Viry-Châtillon) la hiérarchie a fini par lever certaines gardes statiques ou missions de protection de personnalités (comme **la famille de l'ex Premier Ministre Manuel Valls**) mais

"il a fallu se battre pour qu'ils comprennent que ce n'était plus vivable. On ne pouvait même plus assurer nos missions de base".

Pour ce qui est des gardes mobiles, censés être les premiers à intervenir en cas d'attaque dans la capitale, là aussi il y a des problèmes de gestion et des incohérences. Un agent de l'unité de sécurisation opérationnelle de la capitale (USOC) témoigne sous couvert d'anonymat:

"On a eu des nouveaux fusils d'assaut, des gilets pare-balles lourds, des casques avec visière qui résistent aux balles... C'est génial! Sauf que c'est tellement lourd qu'on les laisse dans la voiture pour patrouiller à pied..."

Et comme le matériel coûte cher, la voiture doit rester garée au commissariat le plus proche, sous la surveillance des collègues... Résultat, quand un appel radio retentit, les agents sont contraints de parcourir un ou deux kilomètres en courant, parfois plus, pour récupérer leur matériel et leur véhicule avant de se rendre sur place.

"C'est absurde... Encore une bonne idée sur le papier, mais qui tourne au fiasco dans les faits".

Et des "fausses bonnes idées" comme ça, il y en a eu beaucoup depuis les attentats de Charlie Hebdo, Montrouge et l'Hyper cacher, en janvier 2015. Bien sûr, des **fonds spéciaux ont été débloqués** mais les besoins sont tels que

"cela suffit à peine à retrouver des conditions de travail d'avant... Alors que maintenant, il y a la menace terroriste en plus!"

Sous-effectifs cachés, heures sup' non payés, congés reportés...

"Depuis les premiers attentats, on pose beaucoup moins de congés, il y a plus de besoins et le nombre de personnes pouvant être absentes en même temps a été réduit. À Noël ou l'été, pour poser des vacances, c'est un vrai casse-tête..." soupire Vincent, qui exerce dans une ville moyenne des Yvelines.

Il faut dire que sous la présidence de Nicolas Sarkozy, les effectifs de police et de gendarmerie ont fondu de **13.000 hommes**. Depuis, la pente est difficile à remonter. Au point qu'il faut parfois ruser pour faire bonne figure... En décembre dernier, lorsque Bruno Le Roux, fraîchement nommé ministre de l'Intérieur, annonce sa venue au commissariat de Cergy-Pontoise, c'est le branle-bas de combat.

"La hiérarchie voulait mettre la brigade spécialisée de terrain (BST) en avant, celle qui tourne dans les quartiers difficiles... Mais comme ils étaient en sous-effectifs, ils ont demandé à des collègues qui n'ont rien à voir de s'aligner à côté d'eux pour gonfler les

rangs", raconte un ancien agent qui a assisté à la scène. "Le ministre, il a vu deux fois plus de collègues que ce qu'il y a sur le terrain normalement! Comment voulez-vous que les choses s'arrangent après ça, si l'on fait croire que tout va bien?"

Pour ce qui est des heures supplémentaires, elles ne sont pas payées mais peuvent être cumulées sur un compte qui permet de poser une journée de congé de temps en temps –quand les effectifs le permettent. Quant aux primes, elles sont payées chaque année au mois de juin. Mais là encore, la mécanique n'est pas toujours bien huilée.

"Cette année, un peu partout en France, des collègues ont constaté en regardant leur fiche de paye qu'ils n'avaient pas touché leurs RTT ou leurs primes de nuit... Quand ils l'ont fait remarquer à leur hiérarchie, on leur a dit: 'Débrouillez vous, recalculez vos salaires vous-mêmes et contacter le SGAP' (Secrétariat Général pour l'administration de la police)" déplore Maggy Biskupski, 35 ans, Présidente du "Mouvement des Policiers en colère".

Matériel absent, cassé ou inapproprié

"Je ne sais même pas par où commencer" entame Vincent, la trentaine, qui exerce à Paris. "Les gilets pare-balles trop lourds et qui puent, lavés une fois tous les 5 ans? Nos pistolets Beretta de 9 mm qui datent de la guerre d'Algérie ou presque? Alors oui on reçoit depuis peu des nouveaux pistolets mitrailleurs, une très bonne arme allemande... Mais déjà, c'est une arme collective, on en a une pour 3 ou 4, parfois plus. Et ensuite, on n'est pas des tireurs d'élite, on s'entraîne trop peu pour pouvoir viser la tête d'un terroriste en une demi-seconde. Donc on voulait des viseurs holographiques, c'est à dire un petit point rouge qui montre directement où tu vises. Mais à la place on a eu une poignée qui ne sert pas à grand chose" Pourquoi? "Parce qu'un point rouge c'est 400 euros, alors qu'une poignée c'est 50 euros... Au lieu de favoriser la qualité et l'efficacité, on te donne de l'intermédiaire".

"C'est comme la climatisation de la salle de tir," renchérit un collègue. "Ils ont pris un truc bas de gamme qui a tenu deux jours, puis ils l'ont remplacé par du moyenne gamme, et au bout de quelques mois, ils se sont rendus compte qu'il fallait vraiment mettre le prix. Sauf qu'au total ça a coûté deux fois plus cher..."

Ailleurs, un collègue s'amuse à raconter l'absurdité de certains investissements:

"Il y a quelques mois, on a reçu quatre gilets pare-balles de l'armée, le top du top, avec système de bouées qui te remontent si tu coules... Sauf que quand ils sont arrivés, les chefs se sont rendus compte qu'ils étaient verts. Ils auraient pu les renvoyer ou bien acheter des housses, je pense que ça vaut 200 euros max, alors que les gilets en coûtent 2000 euros. Mais nan, au lieu de ça ils les ont mis à la cave et ça fait des mois qu'ils prennent la poussière."

Mais l'une des choses qui inquiète le plus certains agents, c'est l'état des talkies-walkies.

"Ma radio, c'est mon filet de sécurité, c'est ma vie, détaille Marie. Sauf que la plupart ne marche qu'une fois sur deux, c'est super aléatoire... J'ai des collègues qui ont déjà eu des soucis à cause de ça, ils se sont fait encercler par une trentaine de jeunes alors qu'ils étaient quatre et ils n'ont pas pu appeler de renfort tout de suite. Leur appel a fini par passer mais ça a failli dégénérer. Faut pas s'étonner après qu'on parte en intervention avec la peur au ventre..."

Des voitures en panne ou obsolètes

Du côté du parc automobile, il n'y a guère plus matière à se réjouir.

"J'étais hier dans le XV^e arrondissement, le plus grand de Paris, rapporte Maggy Biskupski, j'ai fait le point avec une collègue qui me disait que sur les dix véhicules de secours, il n'y en avait qu'un d'opérationnel. Les autres sont tous hors service, en panne... Il y a un parc automobile rempli de véhicules neuf à Paris, ça fait des mois qu'on demande pourquoi ils ne sortent pas et personne ne répond. Quelqu'un nous a dit qu'il 'manquait une signature'..."



CHARLY TRIBALLEAU / AFP

Ailleurs dans le Val d'Oise un agent peste:

"On a des vieilles Kangoo qui ont 200.000 kilomètres au compteur et des Berlingo qui plafonnent à 140km sur l'autoroute... On ne demande pas des Ford Mustang mais quand même!"

Et si des efforts ont été consentis ici ou là, des décisions maladroites –voire totalement contre-productives– ont également été prises.

"Récemment toutes les Bacs de France ont reçu des nouveaux véhicules. Le hic, c'est que ce sont les mêmes véhicules partout (NDLR: deux modèles des marques Skoda et Peugeot). En quelques jours tout le monde était au courant... Vous imaginez comme c'est facile pour eux de patrouiller sans se faire repérer maintenant ?!" ironise la présidente du mouvement des policiers en colère.

Une autre source nous révèle également les dessous d'un épisode peu glorieux de l'**affaire Viry-Châtillon**, où quatre policiers ont été attaqués aux cocktails molotovs, le 8 octobre 2016.

"Vu que ça a été très médiatisé, les agents sur place ont tapé du poing sur la table et ont eu droit à des véhicules tout neufs. Mais, personne ne s'est demandé, ils venaient d'où ces véhicules? Des collègues d'Herblay venait justement d'en recevoir un tout neuf, il avait 10.000km au compteur... Donc ils en ont pris pioché plusieurs comme ça, dans le 95 et le

78, pour faire comme s'ils avaient débloqué des fonds exceptionnels, alors que c'était juste un réaiguillage..."

Des commissariats qui tombent en ruine et des factures non payées

Au sud de Paris, un fonctionnaire raconte sous couvert d'anonymat:

"Au commissariat, on avait une porte automatique qui se cassait tout le temps. Parfois elle était réparée le matin et elle ne remarquait plus l'après-midi. Un jour j'ai discuté avec le réparateur, qu'on commençait à bien connaître et il m'a dit:

"Vous savez, moi je viens parce que je suis citoyen et que je soutiens le travail de la police... Mais ça fait 5 ans que j'attends qu'on me paye!". J'étais sur les fesses..."

Même cas de figure ailleurs pour des ascenseurs:

"La société qui est venue les changer a fait l'erreur de dire: "On vous avance les matières premières et vous nous payerez plus tard". Sauf qu'on n'a jamais payé et la boîte a mis la clef sous la porte..."

En Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne, en Essonne et dans les Hauts de Seine, des collègues ont également fait état de factures d'eau impayées, pendant plusieurs mois –voire plusieurs années.

"Ça existait déjà avant l'état d'urgence, je ne dis pas le contraire, mais le problème c'est justement que rien ne change!"

Autre exemple, à Cergy toujours, où l'accueil a été refait à neuf il y a quelques mois, avec des grandes dalles au sol.

"Combien de pognon ça a coûté? On nous a parlé de 300 ou 400.000 euros... Mais c'est pas un restaurant 5 étoiles qu'on a, c'est un commissariat!"

Et puisque le reste des locaux est en partie vétuste, il faut parfois faire illusion... Dans la précipitation.

"Quand Manuel Valls est venu, ils ont fléchi son parcours dans le commissariat et ils ont repeint uniquement les murs des couloirs où il allait passer!"

Et de conclure, dépité:

"Forcément après les ministres se disent: "Dites donc ils sont gonflés de se plaindre ceux-là". Mais ce n'est pas la réalité qu'ils voient!"

Partout sur le territoire, les agents de terrain tiennent le même discours: que l'état d'urgence soit prolongé ou pas, leur quotidien ne changera pas tant qu'on ne leur donnera pas les moyens financiers et matériels de travailler correctement.

"Et qu'ils arrêtent d'essayer de dire que le terrorisme est leur priorité, alors que nos collègues de la Sous direction de la lutte anti-terroriste (SDAT) ne touchent plus leur prime de 120 euros par mois, depuis le 1er décembre 2016..." rappelle Maggy Biskupski, dont le mouvement de policiers non-syndiqués espère bientôt devenir un interlocuteur "légitime" aux yeux de la hiérarchie.

Lucile Berland (18 articles)

Journaliste qui navigue entre l'écriture d'articles et la production audiovisuelle (documentaires et enquêtes).

➤ **police — Les fonctionnaires ne sont pas ce que vous croyez**